



## **Face à la politique criminelle de l'Union européenne : de l'air, ouvrez les frontières !**

Depuis le 11 septembre, 11 000 exilés, hommes, femmes et enfants, sont arrivés sur l'île italienne de Lampedusa, dont les capacités d'accueil sont déjà saturées. On a vu les gestes de solidarité des habitants face à la détresse de ces familles de migrants. Mais les principaux gouvernements de l'Union européenne, eux, ont aussitôt décidé de fermer leurs frontières à ces réfugiés. L'Italie a déclaré l'état d'urgence sur l'île et la fin de l'accès aux demandeurs d'asile, suivie de l'Allemagne et de la France, qui renforce les contrôles sur toute la frontière franco-italienne.

### **Larmes de crocodile... et responsabilités de l'impérialisme**

Crises économiques, catastrophes naturelles et guerres poussent toujours plus de personnes sur les routes de l'exil. Le séisme qui a frappé le Maroc, survenu dans une région très pauvre, a fait plusieurs milliers de victimes. Et avec le cyclone qui a dévasté la ville de Derna en Libye, plus de 10 000 personnes sont portées disparues. Verser quelques larmes sur ces catastrophes ne coûte rien aux dirigeants européens. Mais pas question de reconnaître leurs responsabilités dans la situation de nombreux pays d'Afrique... et encore moins de les assumer. Les grands groupes français font des affaires au Maroc et profitent de la grande misère du peuple marocain, gardienné par un roi milliardaire. Quant à la Libye, c'est l'intervention militaire des puissances impérialistes (la France en tête) en 2011, qui l'a plongé dans le chaos. Elles prétendaient alors agir pour renverser la dictature de Kadhafi, à laquelle elles avaient pendant des années sous-traité la sale besogne de garde-frontière, la chargeant de parquer dans des camps les candidats à l'émigration. Depuis, le pays est déchiré entre des seigneurs de guerre qui obtiennent l'appui de pays riches, dont la France, en monnayant le pétrole et la rétention des migrants qui voudraient rejoindre l'Europe mais sont réduits à une vie d'esclavage.

Et l'Union européenne passe la brosse à reluire à Kaïs Saïed, le président tunisien qui lui-même mène en Tun-

sie une campagne raciste contre les migrants venus d'Afrique sub-saharienne. Elle vient même de lui promettre, ce dimanche, de nouvelles subventions pour qu'il ouvre en Tunisie de nouveaux camps pour bloquer les migrants de l'autre côté de la Méditerranée.

### **Ne pas nous laisser diviser**

Les dirigeants des pays riches sèment misère, exploitation et chaos dans le monde entier, mais tablent sur une xénophobie soigneusement entretenue, pour mieux nous diviser entre exploités. Macron n'est pas le dernier quand il s'agit d'emboîter le pas à l'extrême droite. Il a lancé son idée de référendum sur l'immigration, pour tenter de détourner notre attention des problèmes essentiels : salaires et pouvoir d'achat face à une inflation galopante. Et voilà qu'il enchaîne les gesticulations, décidant maintenant de priver les étudiants venant du Mali, du Burkina Faso et du Niger de toute possibilité de poursuivre leurs études en France. Une manière de se venger sur eux de la remise en cause de la présence française au Sahel, alors que c'est avant tout la population de cette région qui subit les conséquences des coups d'État militaires.

Interdire l'accès à l'Europe a pour seul effet de rendre les routes migratoires toujours plus dangereuses. La Méditerranée se transforme en cimetière, avec des milliers de morts chaque année. Il y a les moyens d'accueillir dignement ces exilés, qui seront demain nos camarades de travail et doivent avoir les mêmes droits. Comme il y a les moyens d'augmenter nos salaires. Pour cela, il faut s'en prendre aux profits des patrons. Car ceux qui prétendent le contraire sont justement ceux qui s'enrichissent par l'exploitation de notre classe sociale, une exploitation qui, elle, ne connaît pas de frontières. Travailleurs et travailleuses de tous les pays, unissons-nous !

*18 septembre 2023*

## **NAO à CGI : la direction se moque de nous**

Le dernier rapport des NAO est sorti et la direction, dans une apparente ignorance des difficultés rencontrées par ses salariés, a proposé une enveloppe d'augmentation dérisoire de 2%. Pour mettre cela en perspective, cette offre est encore plus insignifiante que l'offre de l'année dernière qui était déjà seulement de 3,7%. Tandis que le bénéfice net de CGI par salarié atteint les 1032 € chaque mois en moyenne, on nous offre une aumône : à peine 60 € net de plus par mois. Avec la hausse constante du coût de la vie que nous ressentons quotidiennement, la direction, dans une déconnexion totale et présageant le futur, assure que "*l'inflation est en diminution et continuera à l'être*".

Et quelle est leur excuse pour ce mépris flagrant envers ceux qui constituent la colonne vertébrale de l'entreprise ? Un taux de croissance de "seulement" 4,8% qui n'enchant pas les investisseurs. Leur message est clair : les intérêts des actionnaires passent avant ceux qui se démènent chaque jour pour faire tourner la société.

Mais nous ne sommes pas impuissants. Nous avons un outil puissant entre nos mains : la grève. La frustration et la colère se font sentir autour de nous. Cette semaine, des assemblées générales devraient notamment se tenir à Amiens, Niort et Pau entre autres. La mobilisation grandit ! Pour nous organiser, rendez-vous à l'AG de ce Jeudi 21 Septembre à 10h.

## **CGI : leur profit avant nos vies**

Tandis que nous constatons une stagnation (voire une baisse) des salaires, un manque criant de moyens dans les secteurs de la santé et de l'éducation, le gouvernement, sans hésitation, avait annoncé allouer sans sourciller la somme astronomique de 413 milliards pour le budget militaire de 2024 à 2030. Il est évident que la militarisation demeure une vache à lait lucrative pour les capitalistes.

CGI ne souhaite pas être laissé pour compte dans cette ruée vers l'or. L'entreprise a astucieusement créé une UES (Unité économique et sociale), regroupant CGI France et CGI France Défense et Spatial SAS. CGI France Défense et Spatial est gérée par une holding française contrairement à CGI France, ce qui lui permet de se consacrer à des projets sous habilitation secret défense, et ne compte aujourd'hui que quelques salariés. Mais l'UES a été conçue pour faciliter le transfert de salariés entre les entités. On peut donc s'attendre à une augmentation significative du nombre de salariés travaillant pour des projets militaires.

Face à cette nouvelle orientation de CGI, qui semble capitaliser sur les conflits mondiaux pour accroître ses profits, restons vigilants et indépendants ! Leurs intérêts militaristes et leurs guerres ne sont pas les nôtres !

## **Capgemini est incorruptible**

"*La corruption c'est l'inverse de ce que représente Capgemini*" peut-on lire dans les très pénibles formations "*éthique et conformité*" que l'on est tous obligé de suivre. Ces diapositives interactives fades aux images shutterstock gênantes et aux enregistrements audio sans vie insistent sur le fait que "*tout le monde est concerné par le risque de corruption*". Mises à jour cette année, ces formations sont d'autant plus hypocrites que les affaires de pantouflage et de conflit d'intérêt découverts

l'année dernière par Médiapart et Le Monde sont encore frais dans les esprits.

Mais que Capgemini ne s'inquiète pas, les histoires de corruption qui entachent sa belle image ne sont pas le fait de ses employés de base. Nous sommes trop occupés à conserver nos postes mis en danger par les aléas du marché (comme pour les 200 collègues de Cherbourg dernièrement). Pour trouver les corruptibles il faut se rapprocher de la direction et des chefs de market unit les mieux payés.

Entre deux encouragement à la délation, il est difficile de ne pas noter le mal qu'ils ont à différencier le geste commercial inoffensif de la corruption. C'est pourtant très simple à repérer. La corruption c'est mal, c'est quand ça profite au travailleur. Une entrée tous frais payés offerte aux responsables achat des clients dans une loge luxueuse pour un match de rugby, par exemple, c'est simplement un geste commercial.

## **Meeting unitaire : Solidarités internationalistes !**

Alors que la crise économique et l'inflation n'en finissent pas de frapper durement, patronat et gouvernement poursuivent leur offensive contre les classes populaires pour maintenir les profits. Puisque la croissance n'est pas au rendez-vous, ils font les poches des travailleurs ! Après le recul de l'âge de la retraite, ils continuent le gel des salaires, la casse de la santé et de l'éducation, les attaques contre les chômeurs, les budgets sociaux, la Sécu...

Sur le plan international, les capitalistes et les gouvernements à leur service sont aussi à l'offensive pour se disputer des zones d'influence, des marchés, les matières premières. Ils le font par les rapports de force, la militarisation et la guerre, comme en Ukraine, où l'agression provoquée par le tyran Poutine a causé plus de 500 000 morts et blessés. Les USA et leurs alliés de l'OTAN, dont la France, en partagent la responsabilité, ne cachant pas leur volonté de mettre la Russie à genoux. Et pour faire accepter leur politique, ces dirigeants voudraient nous embrigader dans l'union nationale.

Faisons entendre notre refus des guerres contre les peuples et de la guerre sociale contre les travailleur-se-s et la jeunesse ! C'est une même lutte contre ce système qui conduit le monde à la catastrophe, et contre Macron et tous ceux qui veulent nous dresser les uns contre les autres pour la défense des intérêts des possédants.

Le Nouveau Parti Anticapitaliste et Révolution permanente vous invitent à un meeting unitaire pour en débattre, et affirmer qu'une autre perspective est possible, celle de la solidarité internationale des travailleur-se-s, une union socialiste des peuples.

**Jeudi 28 septembre, 20h, Athénée Municipal Bordeaux**

Et le

**Samedi 14 octobre**

**Fête du NPA 33**

**Salle Son Tay — Bordeaux**